

14 novembre 1953.

*Mes débuts à L'Express. La bousculade autour de l'Elysée, c'est un beau sujet pour lequel je trouve ce titre : les Prétendants et cet exergue emprunté à l'Odyssée, ce cri de Télémaque :*

« Prétendants de ma mère à l'audace effrénée... J'élèverai mon cri aux dieux toujours vivants et nous verrons si Zeus vous paiera de vos œuvres... »

I LS n'étaient pas si nombreux, du temps de la Troisième. A peine les entendions-nous venir. Ils appartenaient à l'espèce rassurante des présidents du Sénat, des ministres des Travaux Publics, de la Marine ou du Commerce : l'espèce des serviteurs modestes qui ne se signalent pas par des gestes illustres, mais non plus par des désastres. Comme la tortue, ils s'étaient mis en route très tôt, d'un train si lent qu'on ne les voyait pas avancer, jusqu'au jour où leur effacement même les désignait tout à coup : ils étaient arrivés.

« Je vote pour le plus bête », la boutade fameuse de

Clemenceau n'est cruelle qu'en apparence. Elle signifiait : « Je vote pour le plus inoffensif. »

Le plus bête, aujourd'hui, de tous ces prétendants, qui aurait l'impertinence de le désigner ? Mais le plus inoffensif ? Voilà celui que la triste Pénélope aurait intérêt à connaître elle qui n'espère plus que son Ulysse revienne jamais... (son Ulysse s'appelait Charles et il n'était pas « ingénieux », s'il possédait de plus hautes vertus). Coûte que coûte, le 20 décembre, il lui faudra choisir l'un de ces bourdons qui la harcèlent, alors qu'il ne s'en trouve pas un seul dont, par quelque endroit, les états de service ne soient à faire frémir.

Ils aspirent à l'Elysée comme pour se reposer d'avoir cassé tant d'assiettes. Ils ne ressentent aucun trouble. Ce qui les rassure, j'imagine, c'est que les fautes politiques ne sont jamais le fait d'un seul homme : en politique, il n'existe guère que des crimes collectifs. Si jamais les nouvelles du Maroc leur devaient quelque jour donner de l'inquiétude, ils savent bien qu'aucun box assez vaste n'existe dans aucun tribunal pour accueillir tous les responsables du coup de force de Rabat. Et de même si les choses tournaient au pire en Indochine ou en Tunisie. Les fougueux prétendants se persuadent que la nation ne demandera jamais de comptes à tant de gens à la fois, ni à de si huppés. Voilà pourquoi c'est le palais de l'Elysée qui brille de mille feux dans leurs songes et non (comme on eût pu le croire pour certains d'entre eux) la Haute-Cour de justice.



Cependant nous autres, gens de la rue, nous les observons rêveusement, nous hochons la tête, nous soupignons... mais le choix ne dépend pas de nous.

Et puis nous sommes mal informés. Comment savoir si, derrière tel vieillard à bout de course, ne se dissimule pas une robuste Eminence grise, et si cette faiblesse n'est pas en réalité plus redoutable que la vigueur de tel autre rival bâti en force ? Il faut rendre justice à M. Joseph Laniel : en voilà un qui ne trompe pas son monde ! Ce président massif, on discerne du premier coup d'œil ce qu'il incarne : il y a du lingot dans cet homme-là. Sans doute ignore-t-il « le grand secret de ceux qui entrent dans les emplois » que nous livre le cardinal de Retz, et qui est « de saisir d'abord l'imagination des hommes ». On ne saurait moins parler à l'imagination que M. Joseph Laniel. Ce président-là nous ferait découvrir rétrospectivement de la fantaisie chez M. Doumergue, et chez M. Lebrun, de la verve.

Qu'il aurait eu plus de droits au suffrage de Clemenceau que M. René Pleven, c'est ce que nous lui accorderons volontiers.

M. Laniel a pour lui de n'avoir rien fait, si l'on peut dire, que d'avoir laissé faire. Mais ce brillant félin de Pleven, lui, a marqué fortement ces dix dernières années de sa griffe légère. Un technicien saurait dire quelle juste part lui revient dans la prospérité des finances françaises et de notre économie en général. Il a recréé l'armée à son goût et à celui du comte de Chevigné. Enfin, on peut dire que sa signature est partout. Lorsque le général de Gaulle hésita entre deux routes et choisit celle que lui désignait René Pleven, c'est le moment de l'Histoire, me disait un jour quelqu'un, où Jeanne d'Arc est abandonnée par ses voix.

Si c'est vrai, je n'en déciderai pas, non plus que je ne me reconnais le droit de dire mon mot au sujet de cette armée européenne qui a été la grande pensée de M. Pleven et qui, s'il entrait à l'Elysée, triompherait avec lui.

Mais est-ce bien sûr ? Le plus probable est que nous nous disputons pour rien et que sa présence à l'Elysée, ou celle de ce milliardaire épanoui, ou celle de ce politicien radical un peu fatigué, ne changera rien à l'enchaînement des effets : les causes désastreuses sont inscrites en clair dans la politique aberrante de certains prétendants, maîtres du pouvoir depuis la Libération. En fin de compte, ce n'est plus qu'une curiosité de métier qui nous fait considérer ces personnages sans vergogne. Comment peuvent-ils aspirer ouvertement à la première place et n'en ressentir aucune gêne ? J'ose croire que le matin, devant leur glace, à l'heure du rasoir, ils ne se retiennent pas de rire et de se demander à mi-voix : « Tu n'es pas fou ? »

Qu'on me comprenne bien : nul ressentiment personnel ne m'inspire. Il n'est aucun de ces messieurs à qui je veuille du mal, ni dont l'échec ou le succès puisse retentir dans ma vie. Je n'ai pas plus d'intérêt à leur déconfiture qu'à leur triomphe. Je ne les connais pas. Que plusieurs d'entre eux aient déridé de grands services à la nation, et qu'ils aient « résisté », et qu'ils aient des vertus privées, j'en demeure assuré. Mon seul désir est de les rendre conscients du dégoût qu'inspire à la jeunesse française cette ruée politicienne sur l'Elysée : ce dégoût que, dans le palais d'Ithaque, le fils adolescent d'Ulysse vouait aux prétendants de sa mère et à leur audace effrénée. Les nôtres croient s'ébattre dans un cirque vide : ils ne sentent pas sur eux ces millions de jeunes regards.

Nous ne vous en voulons pas d'être ambitieux. Si l'un de vous nourrissait ce haut désir : restaurer l'Etat dans

sa puissance, de quelle ferveur nous saurions l'entourer ! Car chaque Français voit qu'il n'y a plus d'Etat et que sa patrie est au moment d'en mourir.

Si l'Etat était restauré, nous pourrions sans risque souscrire à l'armée européenne ou, au contraire, nous y opposer : un Etat fort a le choix entre deux politiques, mais tout parti que prend une nation décapitée accélère sa chute.

Et il en va ainsi des autres problèmes : la paix en Indochine, la nouvelle alliance avec l'Islam, les rapports d'amitié redevenus possibles avec une Russie que l'ombre de Staline le sanglant ne recouvre plus. Non, nous ne vous en voulons pas d'être ambitieux, mais plutôt de ne l'être pas assez. Ce que nous vous reprochons, c'est cette gloutonnerie qui ne voit pas plus loin que son museau.